



Strasbourg, 12 mai 2025

CDDEM-Bu(2025)1

**BUREAU DE LA
COMITÉ DIRECTEUR SUR LA DÉMOCRATIE
(CDDEM)**

1ère REUNION

**14 avril 2025, 9.30-13.00 / 14.30-17.30 (CET)
15 avril 2025, 9.30-13.00 / 14.30-17.30 (CET)**

RAPPORT DE RÉUNION

Le Bureau du Comité directeur sur la démocratie (CDDEM/le Comité) a tenu sa première réunion formelle à Strasbourg les 14 et 15 avril 2025. La réunion était présidée par Vebjørn Heines (Norvège), vice-président du CDDEM, en l'absence du Président du CDDEM, Thomas Zandstra (Pays-Bas). La liste des participants figure à l'Annexe 1.

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION PAR LE VICE-PRÉSIDENT

Le vice-président ouvre la réunion et souhaite la bienvenue à tous les membres. Irena Guidikova, Cheffe du Service des institutions et des libertés démocratiques, a présenté des réflexions préliminaires sur le travail du CDDEM et son impact, en mettant particulièrement l'accent sur l'importance des paramètres en tant qu'*étalon d'or* potentiel pour agir sur - et pour - la démocratie en Europe. Le Bureau a été informé de la possibilité de créer des projets de coopération pour soutenir le pilotage des Paramètres et a également été informé de la consultation en cours de l'UE sur le "Bouclier européen de la démocratie".

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe 2

3. INFORMATIONS DU PRÉSIDENT/VICE-PRÉSIDENT

Réunion des comités au sein de la Direction de la Démocratie (10 mars 2025)

Le vice-président a fait le point sur la récente réunion des président·e·s des comités intergouvernementaux du Conseil de l'Europe au sein de la Direction de la démocratie. Cette réunion avait pour but de permettre aux comités de partager des mises à jour sur leurs travaux et priorités actuels, et de préparer la prochaine réunion du Secrétaire Général avec tous les comités intergouvernementaux, prévue pour le 24 avril (voir ci-dessous). En particulier, les discussions ont porté sur l'identification de contributions conjointes à la mise en œuvre du Nouveau Pacte Démocratique du Secrétaire Général ("le Pacte"). Représentant le CDDEM à la réunion, le vice-président a exprimé l'ambition et la volonté du comité de jouer un rôle central dans l'orientation des travaux liés à la

démocratie dans l'ensemble de l'Organisation.

Réunion des Président·e·s des comités intergouvernementales du Conseil de l'Europe avec le Secrétaire Général (24 avril 2025)

La réunion annuelle de 2025 entre le Secrétaire Général et les président·e·s des comités intergouvernementaux se concentrera sur le Pacte. Le Bureau a discuté des messages clés à transmettre au nom du CDDEM et a convenu de mettre en avant les Paramètres comme un outil central pour promouvoir l'innovation démocratique et la résilience dans l'ensemble du Conseil de l'Europe. Il a également convenu de positionner le Comité comme une plateforme de l'innovation démocratique, fondée sur le dialogue et la collaboration avec les citoyens, la société civile et les partenaires internationaux concernés. Le Bureau a également envisagé la possibilité d'appeler à un engagement et à un investissement accrus des États membres dans les initiatives liées à la démocratie. Le vice-président s'est engagé à préparer un document succinct contenant les messages proposés, qui sera présenté lors de la réunion.

4. LES ACTIVITÉS EN COURS (ÉTABLISSEMENT DE NORMES, MISE EN ŒUVRE, QUESTIONS ÉMERGENTES)

Principes de Reykjavik pour la démocratie

Progrès des paramètres pour l'application et la mise en œuvre des principes de Reykjavik pour la démocratie

Le Secrétariat a fait état de l'avancement des travaux menés au sein du Groupe de travail sur les paramètres (GT-P) et a fourni des informations sur le dernier projet de texte, ainsi que sur un cadre potentiel d'évaluation discuté par le GT-P. Le Bureau a discuté la manière de concevoir les paramètres comme un outil pratique qui synthétise les normes du Conseil de l'Europe en matière de démocratie sans les affaiblir. Il a également envisagé la possibilité d'inviter le Comité des Ministres à approuver le document et/ou à publier une déclaration encourageant son utilisation par les États membres. Le vice-président a en outre noté que le Pacte pourrait fournir un cadre pour la mise en œuvre des Paramètres. Le Bureau a discuté des possibilités d'accroître la visibilité des Paramètres, par exemple en encourageant leur utilisation par le Secrétaire Général dans le cadre de ses rapports annuels. Enfin, le Secrétariat a informé le Bureau d'un prochain projet du Conseil de l'Europe sur la liberté d'expression, dans le cadre duquel les Paramètres pourraient être utilisés pour analyser et contrer la désinformation.

Étude sur les avantages et les risques de l'utilisation de l'IA dans le débat public relatif aux processus démocratiques et sur la maîtrise de l'IA pour la vie démocratique

Le Secrétariat a fourni des informations sur la préparation de l'étude sur les avantages et les risques de l'utilisation de l'IA dans le débat public relatif aux processus démocratiques et sur la maîtrise de l'IA pour la vie démocratique, confiée à une équipe de chercheurs dirigée par le Professeur Natali Helberger au Dutch AI, Media & Democracy Lab. Le Bureau a discuté de l'approche du CDDEM en matière d'IA et a convenu que le Comité devrait se concentrer sur la mise en évidence de la valeur ajoutée du Conseil de l'Europe dans l'étude qui en résultera, en mettant l'accent sur l'innovation et une vision holistique de l'IA. Le Secrétariat a présenté la feuille de route menant à la finalisation de l'étude d'ici novembre 2025 et a informé les membres que le professeur Helberger assisterait à la troisième session plénière du CDDEM en mai pour fournir de plus amples informations et répondre aux questions.

Société civile et participation des citoyens

Mise à jour de la Recommandation CM/Rec(2007)14 du Comité des Ministres aux États membres sur le statut juridique des organisations non gouvernementales en Europe

Le Secrétariat a informé le Bureau de l'avancement des travaux du groupe de travail sur la participation de la société civile (GT-CS). Les participants ont discuté de la manière de renforcer le sentiment d'urgence et de gravité des défis auxquels sont confrontées les organisations de la société civile pour leur fonctionnement continu. Dans cette optique, le projet actuel a besoin d'être renforcé. Le Bureau a également échangé sur la manière d'aborder plus explicitement dans le texte les lois dites « sur les agents étrangers » et sur la manière et l'endroit où inclure une référence à la Recommandation du Comité des Ministres sur les poursuites stratégiques contre la participation publique (SLAPP) (CM/Rec(2024)2). Le Bureau a également discuté des changements terminologiques envisagés

(d'organisation « non gouvernementale » à organisation de la « société civile ») et, à cet égard, a également examiné l'expression « acteurs non étatiques ».

Elections

Lignes directrices sur le renforcement de la participation aux élections des femmes, des filles et des jeunes, ainsi que des groupes vulnérables

Les membres du Bureau ont brièvement discuté des futures lignes directrices sur le renforcement de la participation des femmes, des filles, des jeunes et des groupes vulnérables aux élections. Une série de questions d'orientation a été diffusée parmi les membres du CDDEM afin d'être discutée lors de la réunion plénière de mai. Ces questions portent sur le champ d'application et le format du futur instrument, et notamment sur les éventuels « groupes vulnérables » à prendre en compte de manière explicite. À cet égard, le Bureau a également échangé des points de vue sur un éventuel changement de nom du document, reflétant la position de certains membres selon laquelle une approche intersectionnelle pourrait être plus conforme aux travaux actuels dans le domaine de la lutte contre la discrimination et de l'égalité. Le GT-P sera chargé de la rédaction des lignes directrices, avec le soutien du professeur Anna Lavizzari de l'Université Complutense de Madrid, qui sera présente lors de la plénière de mai pour répondre aux questions.

Bonne gouvernance

Travaux sur la gouvernance à multiniveaux, y compris la préparation d'un projet de recommandation

Le Secrétariat a informé le Bureau des discussions préliminaires tenues au sein du GT-CS concernant les futurs travaux du CDDEM sur la gouvernance à multiniveaux (MLG). Le Bureau a examiné la valeur ajoutée potentielle d'une nouvelle recommandation du Comité des Ministres sur le sujet, notant que les approches actuelles de la GML dans les Etats membres restent souvent confinées à la sphère de l'autonomie locale, sans refléter pleinement les dimensions multi-niveaux, multi-acteurs et multi-secteurs plus larges de la gouvernance. Une question clé a été discutée : comment une future recommandation pourrait-elle aller au-delà des principes généraux de la MLG, par exemple en s'appuyant sur les expériences des Etats membres lors de la pandémie de COVID-19 pour formuler des orientations plus ciblées et spécifiques à un secteur. Dans le même temps, le Bureau s'est demandé s'il ne serait pas plus stratégique de formuler l'initiative en termes de mise en œuvre des principes démocratiques à tous les niveaux de gouvernance, plutôt que de se concentrer sur le concept de MLG lui-même. Dans ce contexte, le Bureau a souligné la valeur ajoutée potentielle du CDDEM dans l'opérationnalisation des Paramètres à travers une telle perspective.

5. EXAMEN A MI-PARCOURS POUR LA PREPARATION DU PROGRAMME REVISE ET DU PROJET DE BUDGET 2026-2027

Modifications du mandat du CDDEM (2024-2027)

Le Bureau a examiné les modifications proposées au mandat du CDDEM pour le deuxième exercice biennal de la période de programmation 2024-2027. Deux nouvelles prestations ont été suggérées : (1) l'élaboration d'un cadre d'évaluation pour les Paramètres, et (2) les travaux de suivi de l'étude examinant l'impact de l'intelligence artificielle (IA) sur la démocratie. D'autres ajustements ont été apportés, notamment le report des travaux sur la gouvernance à multiniveaux et l'examen de la recommandation CM/Rec(2023)5 sur les principes de bonne gouvernance démocratique à la fin de l'année 2027, conformément au cycle biennal. L'examen de la Recommandation CM/Rec(2017)5 sur les normes de vote électronique a été proposé pour la prochaine période de programmation, qui débutera en 2028. Un membre du Bureau a noté que cette recommandation comprend un engagement pour un examen biennal, et que des propositions alternatives pourraient encore être explorées, en fonction des ressources disponibles du comité. Il a été suggéré que le CDDEM pourrait engager une discussion sur 2026 au sein du Comité dans le cadre de la réunion plénière, suivie d'un examen complet au cours de la période biennale suivante. Étant donné que le CDDEM n'est actuellement soutenu que par une seule administratrice à temps plein, le Bureau a proposé de demander des ressources supplémentaires et d'allonger la durée des réunions pour permettre des discussions plus approfondies et des auditions thématiques. Les membres du Bureau ont également convenu que, compte tenu du

rôle central du Comité dans les priorités stratégiques actuelles et plus larges du Conseil de l'Europe, des efforts devraient être faits pour obtenir un soutien supplémentaire.

6. STATUT D'OBSERVATEUR

Le Bureau a discuté du processus de réexamen des demandes de statut d'observateur auxquelles un État membre s'était précédemment opposé lors de la deuxième session plénière. Il a été convenu que le Secrétariat engagerait un dialogue avec l'État membre concerné afin d'explorer la possibilité d'une position révisée. A défaut, le Comité procédera conformément aux dispositions de la Résolution CM/Res(2021)3. Le Secrétariat a également informé le Bureau d'une nouvelle manifestation d'intérêt pour le statut d'observateur de la part de l'organisation « Pax Romana ».

7. ÉLECTIONS

Lors de la 3e session plénière en mai, un nouveau membre du Bureau sera élu pour terminer le mandat d'un an de Mme Silvia Negro Alousque (Espagne), qui s'est retirée. Ce mandat expirant lors de la 4ème session plénière en novembre 2025, une nouvelle élection sera organisée pour le mandat suivant, d'une durée de deux ans. Le Bureau a discuté des procédures d'élection et de la manière d'encourager les candidatures. Le Secrétariat diffusera un appel à candidatures.

8. DÉVELOPPEMENTS PERTINENTS AU SEIN DU CONSEIL DE L'EUROPE ET D'AUTRES INSTITUTIONS

Développements dans les Etats membres dans le domaine des activités du CDDEM

La co-secrétaire a rendu compte de la participation du Secrétariat à une conférence sur les approches factuelles de la résilience démocratique, organisée par les Pays-Bas à La Haye les 30 et 31 janvier 2025. Mme Becerra a partagé les principaux résultats et a noté l'intérêt des Pays-Bas pour la poursuite des activités internationales de suivi, potentiellement par le biais de futurs événements organisés par les États membres ou le Conseil de l'Europe.

Le vice-président a mis l'accent sur les événements de haut niveau à venir, notamment une réunion à Stockholm en juin marquant le 30e anniversaire de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (International IDEA), et le 20e Forum sur la gouvernance de l'internet, qui se tiendra à Lillestrøm, en Norvège, du 23 au 27 juin 2025.

Mme Lilya Afrikyan (Arménie) a annoncé que le prochain Sommet mondial du gouvernement ouvert se tiendra du 7 au 9 octobre 2025 à Vitoria-Gasteiz, en Espagne. Elle a proposé un panel sur « La démocratie sous pression » et tiendra les membres informés de cette initiative.

Le Secrétaire a indiqué que le Forum mondial de la justice se tiendra à Varsovie, en Pologne, du 23 au 26 juin 2025, et que le Conseil de l'Europe sera invité à participer à un panel sur l'indépendance de la fonction publique et son rôle dans le renforcement de la démocratie.

9. ÉCHANGE DE VUES

Secrétaire général : développement et mise en œuvre du Pacte pour la démocratie et rôle du CDDEM dans ce cadre

Le Secrétariat a présenté les plans et activités en cours du Secrétaire Général dans le cadre du Pacte. Parmi celles-ci, un « Hackathon contre la désinformation » du Conseil de l'Europe est prévu pour le 20 juin, auquel les membres du CDDEM pourraient contribuer, par exemple en tant que conférenciers ou mentors. Le Bureau a rappelé le rôle central du Comité dans le Pacte et a souligné l'importance de la sensibilisation des autres comités du Conseil de l'Europe et des partenaires extérieurs, y compris la société civile et les organisations internationales. Les membres ont proposé que le CDDEM organise des débats thématiques en plénière dans le cadre des événements phares du Pacte. Le Bureau a également examiné la nécessité éventuelle d'une déclaration du Comité des Ministres appelant les États membres à prendre des engagements concrets en matière de démocratie, y compris un financement spécifique.

10. ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DU CDDEM

Conformément à leur mandat, les comités intergouvernementaux sont invités à évaluer leurs activités, y compris l'application des normes adoptées dans les États membres. Les membres du Bureau ont échangé leurs points de vue sur la meilleure façon de réaliser ces évaluations, compte tenu des ressources limitées du Secrétariat. L'implication de la société civile a été discutée comme une voie potentielle, et les Paramètres ont été identifiés comme un point de référence possible pour les évaluations futures.

11. AUTRES QUESTIONS

Forum mondial de la démocratie

Le Bureau a étudié les moyens de renforcer les synergies avec le Forum mondial de la démocratie, y compris la manière de mieux intégrer les membres du CDDEM et de s'appuyer sur les résultats du Forum. Les membres ont convenu que le Forum pourrait servir de plateforme précieuse pour présenter les Paramètres et recueillir des idées sur les pratiques démocratiques innovantes, y compris les approches participatives qui s'alignent sur les objectifs du Pacte pour la Démocratie.

12. DATE ET FORMAT DE LA PROCHAINE RÉUNION

La deuxième réunion formelle du Bureau aura lieu les 3-4 novembre 2025. Elle se tiendra en personne à Strasbourg, avec la possibilité d'une participation en ligne.

ANNEXE 1**LISTE DES PARTICIPANTS****CHAIR / PRÉSIDENT**

(excusé)

M. Thomas ZANDSTRA, directeur adjoint de la démocratie et de la gouvernance, division de la démocratie et de la gouvernance, ministère de l'intérieur et des relations au sein du royaume

OTHER MEMBERS / AUTRES MEMBRES

Mme Lilya AFRIKYAN, coordinatrice de l'initiative "Partenariat pour un gouvernement ouvert", Bureau du Premier ministre

M. Peter ANDRE, ministère de l'intérieur, expert principal pour les affaires juridiques

M. Vebjørn HEINES, directeur politique pour la démocratie et les droits de l'homme, ministère des affaires étrangères

Mme Katrin KIVI, directrice de la division des droits de l'homme, département des organisations internationales et des droits de l'homme, ambassadrice itinérante pour les droits de l'homme et les migrations, ministère des affaires étrangères

M. Pavel MIČKA, chef de l'unité du Conseil gouvernemental pour les organisations non gouvernementales à but non lucratif Bureau du gouvernement de la République tchèque

SECRETARIAT**SECRETARIAT DU CDDEM / SECRETARIAT DU CDDEM**

Ms Urška UMEK, Secretary of the CDDEM / Secrétaire du CDDEM

Ms Marta BECERRA, Co-Secretary of the CDDEM / Co-Secrétaire du CDDEM

Monsieur Alexander VOGT

Ms Isabelle ETTER, Assistant / Assistante

OTHER SECRETARIAT / AUTRE SECRÉTARIAT

Mme Irena GUIDIKOVA, Head of the Democratic Institutions and Freedoms Department / Cheffe du Service des institutions et des libertés démocratiques

ANNEXE 2

AGENDA

1.	Ouverture de la réunion par le président	
2.	Adoption de l'ordre du jour	[CDDem-Bu(2025)OJ1]
3.	Information de la présidence / vice-présidence Réunions des présidents des comités intergouvernementaux : - Réunion des commissions au sein de la Direction de la Démocratie (10 mars 2025). - Réunion de toutes les commissions intergouvernementales du Conseil de l'Europe convoquées par le Secrétaire Général (24 avril 2025).	
4.	Activités actuelles (établissement de normes, mise en œuvre, questions émergentes) <i>Principes de Reykjavík pour la démocratie :</i> - Progrès des paramètres pour l'application et la mise en œuvre des principes de Reykjavík pour la démocratie. - Étude sur les avantages et les risques de l'IA dans le débat public relatif aux processus démocratiques et sur la maîtrise de l'IA pour la vie démocratique. <i>Société civile et participation des citoyens :</i> - Mise à jour de la Recommandation CM/Rec(2007)14 du Comité des Ministres aux Etats membres sur le statut juridique des organisations non gouvernementales en Europe. <i>Les élections :</i> - Lignes directrices sur le renforcement de la participation aux élections des femmes, des filles et des jeunes, des groupes vulnérables. <i>La bonne gouvernance :</i> - Travaux sur la gouvernance à plusieurs niveaux, y compris la préparation d'un projet de recommandation.	[GT-P(2025)1] [GT-CS(2025)1] [CDDem(2025)2, CDDem(2025)3, CDDem(2025)6]
5.	Examen à mi-parcours pour la préparation du programme révisé et du projet de budget 2026-2027 - Modifications du mandat du CDDem (2024-2027) - Manque de ressources pour le CDDem.	
6.	Statut d'observateur	
7.	Elections	

8.	Développements pertinents au sein du Conseil de l'Europe et d'autres institutions Développements dans les Etats membres dans le domaine des activités du CDDEM - Conférence internationale sur une approche factuelle de la résilience démocratique (La Haye). - Développement des compétences professionnelles en matière de gestion et d'administration publiques (Slovénie).	
9.	Échange de vues - Secrétaire général : développement et mise en œuvre du Pacte pour la démocratie et rôle du CDDEM dans ce cadre.	[SG Inf(2025)3]
10.	Évaluation des activités du CDDEM	[CDDEM(2025)5]
11.	Autres questions Forum mondial de la démocratie	Note conceptuelle du FMD
12.	Date et format de la prochaine réunion	